



Les élections communales dans la commune de Bruxelles (1921-2018). Note de synthèse

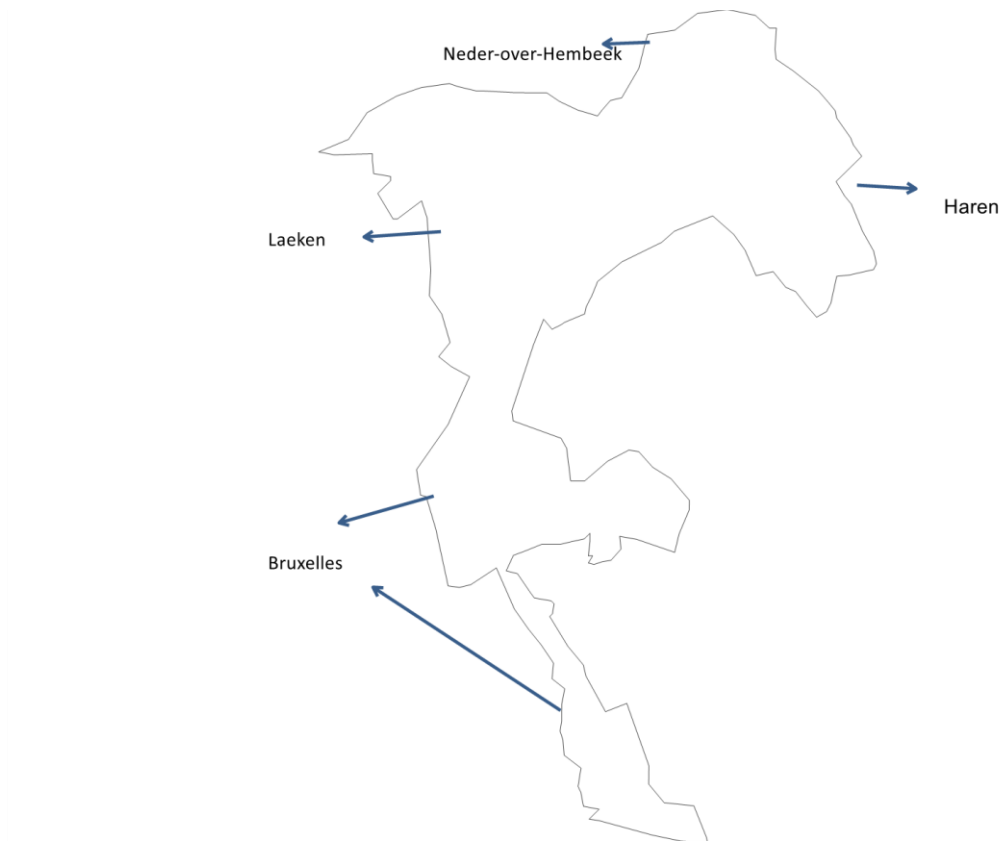
Pascal Delwit

Centre d'étude de la vie politique
Université libre de Bruxelles (ULB)

Depuis l'indépendance de la Belgique, la commune de Bruxelles est l'une des plus importantes du pays ; tant matériellement que symboliquement.

Au début du XX^e siècle, la commune s'agrandit par ailleurs dans le cadre d'un processus de fusion des communes : situées au nord de l'espace bruxellois, les communes de Laeken, Haren et Neder-Over-Heembeek fusionnent avec Bruxelles en 1921 (Figure 1)

Figure 1 Carte de Bruxelles fusionnée



D'un point de vue démographique, Bruxelles – dans ses frontières actuelles – franchit le cap des 200.000 habitants dès la fin du XIX^e siècle, mais l'extension démographique de la ville s'interrompt au début du XX^e (Tableau 1). À compter de ce moment, la commune de Bruxelles enregistre un phénomène de désengagement démographique linéaire et marquant jusqu'à la fin du siècle, moment où la ville ne fait plus valoir qu'un peu plus de 130.000 habitants.

Depuis, un contre-mouvement s'est enclenché et la commune connaît un accroissement spectaculaire de sa population. Au 1^{er} juillet 2024, Bruxelles comptait 199.033 habitants et devrait passer le cap de 200.000 avant la fin de l'année 2024.

Tableau 1. Évolution de la population de la commune de Bruxelles dans ses frontières actuelles

1880	183.315
1890	205.096
1900	218.623
1910	218.969
1920	203.058
1930	200.433
1947	184.838
1961	170.489
1970	161.080
1980	143.957
1990	137.966
2000	133.859
2011	174.383
2024	196.828

Source : Institut national de statistiques

1. Dynamiques politico-électorales dans l’entre-deux-guerres

Avant l’adoption de la nouvelle loi communale en 1921, Bruxelles est un bastion du Parti libéral (PL-LP). De 1830 à 1921, tous les bourgmestres de Bruxelles sont libéraux et quelques-uns sont mémorables. Citons entre autres Jules Anspach, Charles Buls ou encore Émile De Mot.

En 1921, lors du premier scrutin communal au suffrage universel, aucun parti ne s’impose comme une formation dominante. L’élection donne à voir ce qui seront deux constantes dans l’entre-deux-guerres :

- la lutte pour le statut de premier parti oppose l’Union catholique belge (UCB-KVB) et le Parti libéral.
- Pour sa part, le Parti ouvrier belge (POB-BWP) est la troisième formation du jeu politique avec, nous y reviendrons, un résultat en moyenne aux alentours de 22 à 25%.

Pour l’UCB-KVB, la nouvelle loi communale change fortement la donne par rapport à l’avant-guerre. Le passage au mode de scrutin proportionnel a brisé la dynamique de cartel pré-électoral entre libéraux et socialistes, et permet aux catholiques d’avoir une représentation consistante au conseil communal.

Avec 31% des suffrages, l’Union catholique décroche 17 sièges, performance qu’elle améliore même en 1926 en dépit de la présence d’une liste dissidente (Tableau 3). En revanche, son étiage s’affaisse dans les années 1930, l’UCB-KVB puis le Parti catholique social (PCS-KVV) passe sous la barre de 30% aux élections de 1932 et de 1938, subissant notamment la concurrence de Rex au scrutin de 1938.

L'UCB-KVV connaît un autre changement politique : à partir de 1921 et tout au long de l'entre-deux-guerres, les catholiques siègent au collège des bourgmestre et échevins, en coalition avec le Parti libéral, mais les portes de l'hôtel de ville leur restent fermées.

« Parti historique » de la ville, le PL-LP confirme son implantation après la Première guerre. En 1921, les libéraux enlèvent près de 27% des suffrages et progressent aux élections suivantes jusqu'à atteindre 31,5% et 15 sièges en 1932 (Tableaux 3 & 4), ce qui leur permet de ravir le statut de premier parti à la liste catholique.

Déjà bourgmestre avant la guerre, Adolphe Max demeure maire de la ville jusqu'à son décès en 1939 (Tableau 2). Il est alors remplacé par Joseph Vandemeulebroeck. C'est donc peu de dire que le libéralisme bruxellois compte.

Tableau 2. Bourgmestres de Bruxelles de 1921 à 2024

1921-1926	Adolphe Max (PL-LP)
1926-1932	Adolphe Max (PL-LP)
1933-1938	Adolphe Max (PL-LP)
1939	Adolphe Max (PL-LP)
1939-1940	Joseph Vandemeulebroeck (PL-LP)
1947-1952	Joseph Vandemeulebroeck (PL-LP)
1953-1956	Joseph Vandemeulebroeck (PL-LP)
1956-1958	Lucien Cooremans (PL-LP)
1959-1964	Lucien Cooremans (PL-LP)
1965-1970	Lucien Cooremans (PLP-PVV)
1971-1975	Lucien Cooremans (PLP-PVV)
1975-1976	Pierre Van Halteren (PLP)
1977-1982	Pierre Van Halteren (PLP)
1983-1988	Hervé Brouhon (PS)
1989-1993	Hervé Brouhon (PS)
1993-1994	Michel Demaret (PSC)
1994-1995	Freddy Thielemans (PS)
1995-2000	François-Xavier de Donnea (PRL)
2001-2006	Freddy Thielemans (PS)
2007-2012	Freddy Thielemans (PS)
2013	Freddy Thielemans (PS)
2013-2017	Yvan Mayeur (PS)
2017-2018	Philippe Close (PS)
2019-2024	Philippe Close (PS)

Pour le POB-BWP, la nouvelle loi communale lui permet de se présenter seul aux élections et de décrocher une représentation autonome. Nous l'avons noté, les socialistes obtiennent un cinquième à un quart des voix, mais les portes de l'exécutif leurs sont désormais fermées dans l'entre-deux-guerres.

Certains protagonistes politiques jouent un rôle ponctuel. Lors des premières élections d'après-guerre, la liste des anciens combattants obtient 8,9% des suffrages et trois sièges tandis que la liste des classes moyennes atteint 8,6% et trois sièges également. Pour autant, cette percée est sans lendemain.

Les listes flamandes n'ont guère plus de succès : le FrontPartij puis le Vlaams Nationaal Verbond (VNV) ne parviennent pas à décrocher un siège aux élections de 1926, 1932 et 1938.

Pour sa part, après son succès aux élections législatives de 1936¹, Rex décroche plus de 10% des voix et quatre sièges en 1938.

De manière plus structurelle, le Parti communiste (PCB-KPB) soumet pour la première fois une liste au scrutin communal de 1926. Il atteint plus de 6% et enlève deux sièges. Le PCB-KPB maintiendra un étiage proche de ce résultat en 1932 (5,7%) et 1938 (8,2%), et décrochera même, lors de cette dernière élection, trois sièges (Tableau 4).

Tableau 3. Évolution des résultats électoraux aux élections communales à Bruxelles de 1921 à 1964 (en pourcentage)

	1921	1926	1932	1938	1946	1952	1958	1964
PSC-CVP	31,1	34,1	27,8	26,0	34,2	26,8	33,8	19,9
Autres listes catholiques		4,1	2,7					
PSB-BSP	23,4	24,0	25,4	21,9	22,8	34,5	30,1	21,1
PL-LP	26,6	27,3	31,5	29,0	30,0	32,2	32,9	40,0
Autre liste libérale			0,9	2,7				
PCB-KPB		6,6	5,7	8,2	13,0	6,4	3,2	6,4
PCMLB								1,0
Rex				10,4				
FrontPartij/VNV		1,2	1,7	1,2				
Brussel Belg								5,0
Union francophone								5,2
Classes moyennes	8,6							
Anciens combattants	8,9							

¹ Pascal Delwit, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2022, p. 234 et ss.

2. Dynamiques politico-électorales après la Deuxième guerre mondiale

Après la deuxième guerre mondiale, le tableau que nous avons présenté ne change pas spectaculairement mais certaines inflexions peuvent être épinglées.

La première est que le scrutin communal à Bruxelles est manifestement affecté par la polarisation sur le clivage philosophique autour de la question royale et des guerres scolaires de 1952 et 1955. Ainsi, le Parti social chrétien (PSC-CVP), qui a succédé au PCS-KVB, atteint un pinacle au scrutin de novembre 1946 et d'octobre 1958 alors qu'il s'oppose à une majorité socialiste-libérale-communiste en 1946 et socialiste-libérale en 1958. *A contrario*, alors en majorité absolue, il se fixe à un score plancher en 1952 (Tableau 3).

La deuxième est la montée en puissance de la gauche : le Parti socialiste belge (PSB-BSP), successeur du POB-BWP, et le Parti communiste font jeu égal avec les catholiques et les libéraux en 1946, 1952 et 1958. En 1946, la formation communiste obtient le meilleur résultat de son histoire électorale² et enlève cinq sièges (Tableau 4). En 1952, le PSB-BSP devient pour la première fois la première formation de la ville.

En revanche, pour ce qui est de la composition du Collège, la continuité est de mise : libéraux et catholiques continuent à gouverner de conserve sous la direction d'un bourgmestre libéral : Joseph Vandemeulebroeck d'abord puis, à partir de 1956, Lucien Cooremans.

Tableau 4. Évolution des résultats électoraux aux élections communales à Bruxelles de 1921 à 1964 (en sièges)

	1921	1926	1932	1938	1946	1952	1958	1964
PSC-CVP	17	16	13	12	14	11	14	8
Autres listes catholiques		1	0					
PSB-BSP	14	10	12	9	9	14	12	9
PL-LP	14	12	15	13	13	13	13	18
Autre liste libérale			0	0				
PCB-KPB		2	1	3	5	1	0	2
PCMLB								0
Rex				4				
FrontPartij/VNV		0	0	0				
Brussel Belg								1
Union francophone								1

² Pascal Delwit, « The Communist Party of Belgium and the municipal elections of 24 November 1946: a deceptive breakthrough », *Journal of Belgian History*, 2024, LIV (1), pp. 78-108.

Plus tôt qu'ailleurs en Belgique, l'élection communale de 1964 atteste de bifurcations majeures dans les dynamiques politico-électorales.

Après leur transformation en Parti de la liberté et du progrès (PLP-PVV), les libéraux progressent encore de manière marquante alors que les sociaux chrétiens et les socialistes subissent une défaite saisissante (Tableau 3).

Pour les sociaux chrétiens, l'érosion se confirme dans le temps mais sans que celle-ci soit complètement linéaire. La famille sociale chrétienne rebondira occasionnellement grâce notamment à certaines personnalités, en particulier Paul Vanden Boeynants, premier ministre de 1966 à 1968. En 1970, il présente une liste sous l'intitulé Union pour l'avenir de Bruxelles (UAB-UTB)³. En 1982, il organise le changement d'alliance. Et en 1988 encore, il tente de s'emparer de l'hôtel de ville. S'il échoue politiquement, il permet aux sociaux chrétiens de se redresser électoralement.

À la suite du décès du bourgmestre socialiste Hervé Brouhon, le Premier échevin social chrétien, Michel Demaret, décroche même exceptionnellement le maïorat de Bruxelles pour un bref temps. Mais, désavoué par son parti, Demaret soumet sa propre liste aux élections de 1994, sans grand succès.

De même, après le résultat calamiteux de 2000 – 9,2% – (Tableau 4), l'arrivée de la présidente Joëlle Milquet – 6.240 voix de préférence – permet un rebond marquant aux élections de 2006. En revanche, le scrutin de 2018 a ramené le Centre démocrate humanité (cdH) à son pire étiage, celui de 2000 : 9,3% et seulement cinq sièges (Tableau 5 & 6).

Tableau 5. Évolution des résultats électoraux aux élections communales à Bruxelles de 1970 à 2018 (en pourcentage)

		1970	1976	1982	1988	1994	2000	2006	2012	2018
Engagés(CD&V)	Engagés	26,0	25,2	20,6	26,8	23,4	9,2	21,4	18,0	9,3
	CD&V					2,8*				
UDB							3,3			
PS(Vooruit)	PS	12,0	16,7	9,5	13,8	16,1	23,4	31,3	29,1	28,4
	Vooruit	2,0	2,6	3,1	2,6			3,0**		3,2
MR(VLD)	MR	23,62	16,96	26,1	23,9	18,0	27,7***	18,2***	17,9	13,9
	OpenVLD		2,6****	3,7	5,2	2,8*		3,5		
PCB-KPB		3,0	3,5	1,5	0,9					
Vlaams Belang					1,2	3,3	5,3	5,3	2,2	1,6
Ecolo-Groen	Ecolo			5,7	7,6	7,6	17,1	9,7	12,4	16,8
	Groen			0,6			3,3	3,0**		
PTB-PVDA			0,7	0,2	0,3	0,7	0,6	0,6	1,6	11,6
DéFI		25,1	27,3	16,8	11,8	10,3	***	***	7,6	7,5
VU/N-VA		4,1	2,6****	5,3	3,5	2,9	3,9		4,3	3,7
UDRT-RAD				4,1						
FN					1,0	9,3	3,0	2,8		

* Estimation : liste de cartel CVP-VLD ; ** liste de cartel sp.a-Groen ; *** liste PRL-FDF ; **** liste PVV-VU

³ « Les élections communales du 11 octobre 1970 (I) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1970, 496, p. 15.

Côté socialiste, la période qui va de 1964 à 2018 peut être divisée en deux grands temps.

- Dans une première séquence, de 1964 à 1994, la famille socialiste perd beaucoup de son influence et se présente aux électeurs régulièrement divisée entre listes francophone et néerlandophone. Globalement, l'étiage socialiste s'affaisse fortement et se situe aux alentours de 15%. Paradoxalement, c'est dans cette phase que les socialistes font leur entrée dans le collège des bourgmestre et échevins et décrochent même, pour la première fois, le poste de bourgmestre à la faveur d'un changement d'alliance des sociaux chrétiens et de l'entrée du FDF dans le collège. En 1983, Hervé Brouhon succède au libéral Pierre Van Halteren (Tableau 2). C'est en principe temporaire le temps que Paul Vanden Boeynants règle des ennuis judiciaires mais il officie toute la législature.
- Le scrutin municipal de 2000 ouvre une autre séquence. Les socialistes bruxellois rebondissent et franchissent le cap des 20%. Six ans plus tard, ils atteignent 30% et conservent à peu de choses près ce niveau en 2012 et en 2018. Politiquement, Freddy Thielemans déboulonne le libéral François-Xavier de Donnea en 2000. À compter de cette date, les socialistes ont la main sur l'hôtel de ville. À Freddy Thielemans succède Yvan Mayeur, qui est emporté par le scandale du Samu social. Philippe Close le remplace.

Pour la famille libérale, c'est tendanciellement une dynamique inverse que nous pouvons observer mais la trajectoire n'est pas parfaitement linéaire. Après l'exceptionnelle victoire de 1964, le PLP-PVV enregistre un net reflux en 1970, fortement concurrencé par l'arrivée du FDF dans le jeu électoral. Divisés, les libéraux reculent encore en 1976 avant de remonter la pente en 1982. Depuis, seuls ou en liste commune avec le FDF, le PRL puis le MR ont perdu de leur influence, comme de manière générale les libéraux dans les villes. En 2000, le bourgmestre François-Xavier de Donnea ne peut empêcher un retournement d'alliance et le renvoi dans l'opposition. En 2018, malgré le retour dans la majorité en 2013, le MR atteint la plus mauvaise performance de son histoire à Bruxelles : 13,9% (Tableau 5).

Outre les trois grandes familles historiques, le Parti communiste est présent de 1946 à 1988. Si, malgré la dissidence grippiste, il revient au Conseil communal en 1964 après en avoir été évincé en 1958, le PCB-KPB ne peut assurer la pérennité de sa représentation. En 1970, il perd son siège pour le récupérer une dernière fois en 1976. Les communistes se présentent encore seuls ou en alliance en 1982 et 1988 mais sans résultats probants.

Comme dans presque toutes les communes de la Région, le Front national (FN) obtient un score marquant lors du scrutin municipal de 1994. L'extrême droite francophone glane quatre sièges (Tableau 6) mais à Bruxelles aussi cette percée sans lendemain.

Lors des scrutins de 1994, 2000 et 2006, le Vlaams Belang est aussi en capacité de décrocher un à deux sièges. Depuis, les scores du parti se sont affaiblis en parallèle de la progression de la N-VA qui a enlevé un siège en 2012 et 2018.

Comme dans toutes les communes bruxelloises, le FDF déboule dans le scrutin communal bruxellois de 1970. Pour leur baptême du feu, sous le leadership d'André Lagasse qui deviendra le deuxième président du parti⁴, le Front démocratique des francophones enlève plus de 25%

⁴ Vincent Dujardin, « FDF, 50 ans de combats politiques », in Vincent Dujardin, Vincent Delcorps, *FDF. 50 ans d'engagement politique*, Bruxelles, Racine 2014, p. 25.

des voix. En 1976, le parti grimpe à 27% et 15 sièges. Mais l’agenda communautaire des années 1970 s’estompe et, à partir de l’élection de 1982, les résultats du FDF s’érodent. Déjà en 1982, puis dans le cadre de la fédération PRL-FDF puis du MR, le parti amarante monte au collège, notamment Olivier Maingain. Aux scrutins de 2012 et 2018, ce qui est devenu DéFI se présente à nouveau seul et décroche environ 7,5% des voix et trois sièges.

Les verts ont, eux-aussi, conquis une influence indéniable dans la plus grande commune bruxelloise. En 1988, Ecolo prend d’ailleurs part au Collège et Michel Van Roye devient échevin. Dans le temps, l’étiage écologiste s’est élevé. Il se fixe, en moyenne, aux alentours de 15% dans les années 2000. Forts de leur neuf sièges conquis en 2018, Ecolo et Groen s’imposent comme le premier partenaire de la famille socialiste dans la législature 2018-2024.

Plus récemment, sans être spécifique à la commune de Bruxelles, c’est l’ascension du Parti du travail (PTB-PVDA) qui a saisi. Le parti est présent dans la compétition électorale dès 1976⁵. Mais il ne décroche que des scores insignifiants jusqu’en 2006. En 2012, le Parti du travail obtient un premier résultat d’estime (1,6%) avant de connaître une avancée majeure en 2018 : 11,6% et six sièges.

Tableau 6. Évolution des résultats électoraux aux élections communales à Bruxelles de 1970 à 2018 (en sièges)

		1970	1976	1982	1988	1994	2000	2006	2012	2018
Engagés(CD&V)	Engagés	12	13	12	15	13	4	11	10	5
	CD&V					1				
UDB							1			
PS(Vooruit)	PS	5	8	5	7	9	13	17	18	17
	Vooruit	0	1	0	0			1		1
MR(VLD)	MR (FDF)	11	9	15	13	10	16	10	10	7
	OpenVLD		1	1	2	1		1		
PCB-KPB		0	1	0	0					
Vlaams Belang					0	1	2	2	0	0
Ecolo-Groen	Ecolo			2	3	3	9	4	7	9
	Groen			0			1	1		
PTB-PVDA			0	0	0	0	0	0	0	6
DéFI		12	15	9	6	5			3	3
VU/N-VA		1	1	2	1	0	1		1	1
UDRT-RAD				1						
FN					0	4	0	0		

⁵ En 1976, sous le nom TPO-AMADA (Tout le pouvoir aux ouvriers-Alle macht aan de arbeiders). Pascal Delwit, *PTB. Nouvelle gauche, vieilles recettes*, Liège, LucPire, 2014.

Perspectives

Depuis l'élection communale 2018, nous pouvons isoler le résultat de six scrutins à Bruxelles : les élections fédérales, régionales et européennes de 2019 et 2024. C'est d'abord ceux de 2024 qui nous intéressent.

Ils sont néanmoins à approcher avec prudence. Chaque scrutin a une dynamique nationale et propre⁶. Il est difficile d'anticiper la portée spécifique du scrutin à Bruxelles-ville. Par ailleurs, le corps électoral n'est pas strictement le même aux élections communales et aux élections fédérales, régionales et européennes.

À l'examen des résultats de 2024, quelques points de réflexion méritent d'être brièvement soulignés :

- Le premier est la forte avancée du Parti du travail. En 2024, le PTB-PVDA a largement dépassé le cap de 20% et, au scrutin européen, le total des voix qui se sont portées sur le PTB dans le rôle linguistique francophone et le PVDA dans le rôle linguistique néerlandophone dépasse 27%, ce qui en fait le premier parti de la ville. On notera néanmoins le différentiel important entre le résultat à l'échelon européen et pour les élections fédérales et régionales (Tableau 7). Une des hypothèses est l'impact de la liste Team Fouad Ahidar. Une autre hypothèse est l'influence du vote des jeunes à 16 à 18 ans aux élections européennes, sachant qu'aux élections fédérales, le PTB-PVDA s'est imposé comme le premier parti des primo-votants en région bruxelloise⁷.
- Le deuxième point notable est la percée de la liste Team Fouad Ahidar. Jusqu'alors candidat sur les listes de Vooruit, Fouad Ahidar a constitué ses propres listes et décroché des résultats inattendus. À Bruxelles, la liste atteint 8% à la Chambre et plus de 4% à la région. Si cette dynamique se confirme aux élections communales, Team Fouad Ahidar pourrait jouer les trouble-fête électoralement et politiquement.
- Le troisième enseignement est le faible étiage des libéraux. En l'absence des Listes Destexhe et du Parti populaire (PP), le Mouvement réformateur a rebondi par rapport au résultat calamiteux de 2019, mais ce rebond est très contenu, surtout si on tient compte qu'à la Chambre, l'Open VLD ne se présentait plus isolément. Aux communales de 2018 et aux scrutins de 2019, le MR avait atteint un score plancher. Mais reporté aux résultats obtenus aux élections communales de 1921 à 2018, le résultat à la Chambre et à la région en 2024 place les libéraux dans les niveaux les plus bas de son histoire électorale.
- L'observation est plus 'dure' encore pour les Engagés. Le parti n'a pas progressé par rapport à 2019. En 2024, sa performance est inférieure au résultat qu'il a atteint aux élections communales de 2018. Il sera donc intéressant d'observer si les scores et les commentaires qui ont entouré le scrutin du 9 juin et les formations gouvernementales

⁶ Jérémy Dodeigne, Caroline Close, Geoffroy Matagne, *Les élections locales du 14 octobre 2018 en Wallonie et à Bruxelles : une offre politique renouvelée*, Rixensart, Vanden Broele, 2019.

⁷ Romain Biesemans, Pascal Delwit, Audrey Vandeleene, Émilie van Haute, « Les dynamiques du vote à Bruxelles le 9 juin 2024. Premiers éléments », Note du Centre d'étude de la vie politique de l'ULB, 2024, p. 6-7.

auront un effet – et le cas échéant lequel ? – sur la performance de la liste Engagés-CD&V à Bruxelles.

- Aux élections fédérales de 2019 et de 2024, les socialistes ont enlevé un résultat moins bon qu’au scrutin communal de 2018. Il est surtout moins probant en 2024 qu’en 2019. À la Chambre, où le bourgmestre Philippe Close était candidat – 3.834 voix de préférence –, la liste socialiste vire en tête. Et le total de deux listes socialistes à la région en fait aussi la première formation politique de la ville. Mais, nous l’avons épinglé, le PTB-PVDA devance largement les socialistes à l’Europe. PS et Vooruit devront donc s’employer pour être la première liste le 13 octobre.
- Enfin, la lourde défaite électorale des verts – d’Ecolo pour être précis – les ramène à la fourchette basse de leur étiage électoral municipal dans les années 2000, alors qu’ils avaient frôlé 20% à la Chambre en 2019. Comme pour les autres partis, il faudra examiner dans quelle mesure cette défaite affectera le résultat de la liste Ecolo-Groen aux communales.

Tableau 7. Résultats électoraux à Bruxelles aux élections fédérales, régionales et européennes de 2019 et 2024 (en pourcentage)

	2024			2019		
	Chambre	Européennes	Région	Chambre	Européennes	Région
MR	16,9%	16,9%	16,6%	11,0%	9,5%	9,9%
Open Vld		2,2%	2,1%	3,1%	4,9%	2,8%
PS	22,6%	20,0%	21,3%	25,8%	23,6%	23,3%
Vooruit		2,1%	2,7%		1,7%	3,5%
Les Engagés	7,4%	6,3%	7,1%	6,1%	5,7%	6,7%
CD&V		1,4%	1,6%	1,8%	1,5%	1,6%
PTB-PVDA	21,2%	27,7%	22,1%*	16,4%	16,4%	14,9%*
Vlaams Belang	2,6%	2,3%	2,0%	1,8%	1,8%	1,5%
N-VA	3,5%		2,6%	4,1%	3,3%	3,4%
DéFI	4,3%	3,0%		7,1%	5,8%	
Ecolo	10,0%	8,6%	5,4%	19,4%	18,3%	13,2%
Groen		5,3%	5,0%		5,2%	4,3%
Team Fouad Ahidar	7,8%		4,2%			
PP				1,6%	2,0%	1,3%
Listes Destexhe				1,9%		1,6%

* Score cumulé de la liste PTB et de la liste PVDA